

03 FEV. 1997

Bureau de l'Urbanisme et
des Opérations Foncières



F. Cavalieri
(Signature)

LE PREFET DU VAR, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi No 78.12 du 14/01/78 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction,

VU les décrets No 77-775 du 7/07/77, No 81-534 du 12/05/81, No 82-534 du 29/06/82, l'article No 86-934 du 19/08/86 et notamment l'article R 111.3 du Code de l'Urbanisme relatif à la construction sur les terrains exposés à des risques naturels,

VU le décret No 59-701 du 6/06/59 relatif à la procédure d'enquête préalable d'utilité publique,

VU le rapport de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement tendant à régler la construction sur les terrains soumis à des risques naturels, en date du 13/09/91,

VU l'arrêté préfectoral du 11/10/91 prescrivant l'enquête publique sur la délimitation des zones de risques naturels du territoire de la commune de CALLIAN,

VU la consultation des services intéressés du 7/10/91 au 15/11/91,

VU les conclusions du Commissaire-enquêteur en date du 02/11/91,

VU la consultation du Conseil Municipal de la commune de CALLIAN du 11/10/91 au 01/12/91.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Sur le territoire de la Commune de CALLIAN les terrains délimités aux plans annexés au présent arrêté sont reconnus comme étant soumis à des risques naturels: glissements de terrains, chutes de pierres et de blocs, effondrements liés au comblement de cavités souterraines, érosions superficielles et ravinements, inondations par hydromorphisme des sols ou débordements des cours d'eau, entraînant ou susceptibles d'entraîner des désordres.

ARTICLE 2 : Les terrains soumis à des risques naturels sont classés en deux types de zones, en raison de la gravité des risques :

Zones 1 : dans lesquelles les constructions nouvelles sont interdites à l'exception des ouvrages d'intérêt public.

Ce type de zones est porté en trame grisée foncée aux plans à l'échelle du 1/5000è, annexés au présent arrêté.

.../...

Zones 2 : et secteurs sensibles (secteurs notés 1 - 2 et 3) dans lesquelles les constructions nouvelles sont soumises à études préalables et contrôles géotechniques.

Ce type de zones est porté en trame grisée claire aux plans à l'échelle du 1/5000^e annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Dans les zones 1, tous les projets de lotissements ou de constructions nouvelles sont interdits, à l'exception des ouvrages d'intérêt public, tels que: réservoirs d'eau des collectivités, stations d'épuration, réseaux publics d'eau de consommation, d'assainissement vannes ou pluviaux, de gaz et d'électricité, liaisons de télécommunications, routes et autoroutes.

ARTICLE 3.1 : Dans les zones 1, les ouvrages d'intérêt public, qu'il s'agisse de constructions ou de démolitions, feront l'objet d'études et de contrôles géotechniques approfondis. Le constructeur sera tenu d'apporter la preuve de la stabilisation du terrain qu'il se propose d'utiliser, ainsi que des terrains avoisinants.

ARTICLE 3.2: Dans les zones 1, les constructions existantes pourront être reconstruites après sinistre, sous réserve d'une étude géotechnique approfondie et contrôle géotechnique, en cours de démolition ou de construction.

Dans tous les cas, la reconstruction se fera à l'identique sur les emprises existantes, sauf avis technique contraire avec renforcement des structures.

Les démolitions éventuelles nécessiteront, outre le permis de démolir, le contrôle géotechnique en cours d'opération.

ARTICLE 4 : Dans les zones 2, et les secteurs sensibles notés 1 - 2 et 3 où subsiste un doute sur la stabilité des terrains, tous projets de lotissements ou de constructions seront obligatoirement soumis à études géotechniques approfondies, préalablement à l'instruction du permis de construire. Ces études feront partie intégrante du dossier de permis de construire.

Le constructeur sera tenu d'apporter la preuve que toutes les mesures de sécurité et de stabilité du terrain qu'il se propose d'utiliser ont été prises et que la ou les constructions qu'il se propose d'édifier n'apporteront pas de trouble dans les terrains avoisinants; les constructions seront mises hors d'eau si nécessaire.

Dans tous les cas, l'exécution des travaux, soumise à l'accord des services compétents, sera suivie et contrôlée par le géotechnicien prescripteur.

ARTICLE 4.1 : Les constructions existantes pourront être reconstruites, après sinistre, dans les conditions fixées par l'article 4 ci-dessus avec renforcement des structures.

ARTICLE 4.2 : Les démolitions éventuelles, outre la délivrance du permis de démolir, seront soumises au contrôle d'un géotechnicien.
.../...

ARTICLE 4.3 : CONDITIONS PARTICULIERES, en raison de la situation ou du regroupement des risques naturels dans trois secteurs sensibles.

Outre les dispositions communes applicables aux zones 2, soumises à études et contrôles géotechniques évoqués ci-dessus, des mesures particulières s'imposent dans les secteurs désignés ci-après.

Secteur 1 : "LE VILLAGE" (risques d'effondrements de niveaux moyens)

Les constructions et/ou installations nouvelles devront être établies en continuité et en compatibilité avec l'existant sans entraîner une aggravation des risques.

Les réfections même partielles ou les reconstructions seront effectuées conformément aux emprises d'origine et feront l'objet d'un renforcement des structures et seront accompagnées d'une étude géotechnique pour la réalisation de tous travaux, toutes les dispositions doivent être prises pour assurer la stabilité pendant et après les travaux.

Secteur 2 : RISQUES NATURELS REGROUPES de niveaux moyens et faibles:

Dans ces secteurs, outre les dispositions communes aux zones soumises à études et contrôles géotechniques, il convient de respecter une distance d'éloignement minimale de 20 m. de toutes autres constructions, à l'exception des lotissements sauf avis géotechnique contraire pour ces derniers. Dans ce secteur, tout projet de construction et/ou installation présentera un plan de masse justifiant le respect de la distance minimale d'éloignement.

Secteur 3 : "GROUPE SCOLAIRE" (risques naturels regroupés de niveaux élevés et moyens):

Ce secteur ne peut être constructible que pour l'équipement public prévu d'extension du Groupe Scolaire: bâtiments, logements de fonction, stationnement, et annexes, nécessaires au fonctionnement du Groupe. Les réfections mêmes partielles et les reconstructions du bâti existant seront effectuées conformément aux emprises et volumes d'origine et feront l'objet d'un renforcement des structures.

Pour la réalisation de tous travaux, toutes les dispositions doivent être prises pour assurer la stabilité pendant et après les travaux.

.../...

